Séance publique du 26 février 2001

Délibération n° 2001-6254

commission principale : déplacements et voirie

objet : **Parc de stationnement de la gare de la Part-Dieu - Avenant n° 3 au contrat de concession conclu avec la société LPA**

service : Délégation générale aux affaires générales - Mission d'audit - Contrôle des gestions externes

Le Conseil,

Vu le rapport du 7 février 2001, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Par convention en date du 1er juin 1992, la Communauté urbaine a concédé à la société Lyon Parc Auto (LPA), la réalisation et l'exploitation d'un parc de stationnement souterrain, situé rue de la Villette à Lyon 3°.

Par avenant n° 1 conclu le 5 août 1994, le nombre de places, initialement fixé à 1 500, a été réduit à 1 200 sur quatre niveaux, à la suite de la réalisation d'une trémie routière et de difficultés géologiques.

Le parc de stationnement, mis en service en mai 1995, a été rapidement saturé et d'importantes difficultés de stationnement sont apparues dans le secteur "est" de la gare.

Aussi, par avenant n° 2 conclu entre les parties le 5 mars 1998, la capacité de l'ouvrage a-t-elle été augmentée de 600 places supplémentaires.

Le parc souterrain ainsi concédé à LPA est destiné aux usagers de moyenne et longue durée. Par contre, le stationnement de courte durée des usagers de la gare de la Part-Dieu est difficilement assuré par le parc de stationnement du fait d'une saturation fréquente et génère des dysfonctionnements en termes de circulation et d'accès à la gare SNCF.

Pour satisfaire ce besoin complémentaire du service public de stationnement, il a été demandé à la société LPA de procéder, dans le cadre d'un mandat de travaux, à un réaménagement de 76 places de stationnement situées côté ouest de la gare, sous les hôtels Athéna et Mercure et de 112 autres emplacements côté "est", sur la place de Francfort. A noter que la pérennité de l'aménagement réalisé dépendra des évolutions qui pourront apparaître dans le secteur en matière d'aménagement de l'espace public, tant au niveau du quartier que de l'espace SNCF.

Cet aménagement permettrait d'obtenir un taux de rotation plus élevé ainsi qu'une fluidité de la circulation plus importante. Ces emplacements bénéficieraient d'une tarification adaptée conformément aux dispositions de la délibération du 10 juillet 2000, soit la gratuité les 20 premières minutes et 0,15 euro TTC (soit 1 F TTC) par minute supplémentaire à partir de la 21^e minute de stationnement.

Aussi, par convention conclue le 22 février 2000, la Communauté urbaine a-t-elle mandaté la société LPA pour réaliser cette opération de réaménagement au nom et pour le compte de la Communauté urbaine.

Il avait été prévu que la gestion des deux zones ainsi réaménagées serait confiée à un tiers, dans le cadre d'un marché public de prestations de service. A cet effet, une procédure de mise en concurrence, décidée par la délibération n° 2000-4919 en date du 25 janvier 2000, a été initiée par la Communauté urbaine qui a lancé une publicité d'appel à candidatures.

Néanmoins, il apparaît que l'optimisation technique et financière de gestion du service public de stationnement aux abords de la gare de la Part-Dieu induit une unification d'exploitation des équipements offerts aux usagers pour permettre que l'entretien, la maintenance et la surveillance des ouvrages soient assurés par un seul et même exploitant.

C'est pourquoi, il est proposé au Conseil que la mission du concessionnaire, LPA, qui dispose de la présence sur place du personnel affecté à la gestion du parc de stationnement de moyenne et longue durée actuel soit étendue à la gestion des deux zones réaménagées. Cette solution suppose la résiliation de la convention de mandat conclue le 22 février 2000, sachant que son exécution n'a pas encore débuté.

Financièrement, cette solution permettrait de mettre à la charge de LPA, en qualité de concessionnaire du service, le coût d'investissement de réalisation des travaux de réaménagement des deux zones s'élevant à 4 202 000 F TTC ainsi que le coût de fonctionnement de ce service.

Il apparaît ainsi que cette charge supplémentaire supportée par LPA n'est pas de nature à bouleverser l'équilibre économique de la concession, qui compte tenu de la fréquentation importante du parc de stationnement, n'induit aucune prolongation de durée dudit contrat.

Par ailleurs, en vue également de rétablir l'équilibre général du contrat, la collectivité a sollicité la société LPA pour renégocier les modalités de l'article 28 du contrat de concession afférent au versement de la redevance. Le concessionnaire a accepté une nouvelle rédaction qui prévoirait désormais que la redevance soit versée sans qu'il y ait besoin de retrouver un montant de report à nouveau positif. Cette nouvelle disposition permettra à la collectivité d'encaisser une redevance au titre de l'exercice 2001, dès l'exercice 2002.

La commission consultative de délégation de service public, consultée le 29 janvier 2001 a donné un avis favorable à ce projet d'avenant n° 3 au contrat de concession en date du 1er juin 1992 portant à la fois sur cette mission complémentaire d'exploitation des zones affectées au stationnement de courte durée et sur le réaménagement de la redevance.

Enfin, il convient de préciser que la réalisation de ce projet nécessite la déclaration sans suite de la consultation lancée pour la gestion des zones aménagées dans le cadre d'un marché de prestations de service.

Cette déclaration sans suite est justifiée par le motif d'intérêt général tiré de la décision de la Communauté urbaine qui, en qualité d'autorité responsable du service, a décidé d'intégrer la gestion de ces deux zones dans la concession dont est titulaire LPA et ce, dans le but de procéder à l'unification de gestion et à l'optimisation technique et financière de l'activité de stationnement aux abords de la gare ;

Vu ledit dossier ;

Vu la convention de concession passée avec LPA le 1er juin 1992 ;

Vu l'avenant n° 1 à ce contrat de concession en date du 5 août 1994 ;

Vu l'avenant n° 2 au contrat de concession en date du 5 mars 1998 ;

Vu ses délibérations n° 2000-4919 et 2000-5523 respectivement en date des 25 janvier et 10 juillet 2000 ;

Vu la convention de mandat passée avec LPA le 22 février 2000 ;

Vu l'avis de la commission consultative de délégation de service public en date du 29 janvier 2001 ;

Oùï l'avis de sa commission déplacements et voirie ;

DELIBERE

1° - Accepte d'étendre la mission de LPA, concessionnaire du parc de stationnement de la gare de la Part-Dieu, à la réalisation et la gestion des deux zones réaménagées situées respectivement côté ouest de la gare, sous les hôtels Athéna et Mercure et côté "est", sur la place Francfort.

2° - Autorise monsieur le président à :

a) - signer l'avenant n° 3 à la convention de concession dont est titulaire LPA aux fins de procéder à l'extension de la mission du concessionnaire à la réalisation et à la gestion des deux zones sus-visées et au réaménagement de la redevance versée à la Communauté urbaine,

b) - demander la résiliation de la convention de mandat conclue le 22 février 2000 entre la Communauté urbaine, en qualité de maître d'ouvrage et la société LPA, en vertu de l'article 13 de celle-ci.

3° - Déclare sans suite la procédure d'attribution du marché de prestations de service relatif à la gestion des deux zones réaménagées au motif d'intérêt général tiré de la décision de la Communauté urbaine de procéder à l'unification de gestion et à l'optimisation technique et financière des missions nécessaires à l'activité de stationnement aux abords de la gare de la Part Dieu.

4° - Les recettes correspondant à cette opération seront prévues au budget primitif de la Communauté urbaine - exercice 2002 - compte 757 200 - fonction 822.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,